Jeudi 17 OCTOBRE 2024 à 18h00
Rassemblement à Grenoble place Edmond Arnaud
(quartier Très-Cloîtres)

Nous défilerons ensuite vers la passerelle St Laurent

où nous jetterons

UNE FLEUR DANS L'ISÈRE
à la mémoire des manifestants algériens
massacrés le 17 octobre 1961 à Paris

Le 17 octobre 1961, des dizaines de milliers de travailleurs algériens et leurs familles ont manifesté pacifiquement à Paris pour le droit à l'indépendance de l'Algérie, pour leur droit à l'égalité et à la dignité, contre le couvre-feu raciste qui leur était imposé.

Alors que la manifestation était pacifique, la répression s'est abattue sur les manifestants avec une grande violence : des milliers d'arrestations, des centaines de morts ou disparus. Le préfet de police de Paris qui conduisait les opérations était Maurice Papon, condamné en 1998 pour complicité de crimes contre l'humanité pour des actes commis entre 1942 et 1944.

Maurice Papon n'est pas le seul à porter la responsabilité de ce massacre., le sommet de l'État est aussi en cause.

Le Ministre de l'intérieur, Roger Frey, et le premier ministre, Michel Debré étaient forcément informés. Nous savons aujourd'hui que Charles de Gaulle, alors le président de la République, était au courant. Au nom de la raison d'État, le silence fut organisé sur cette tragédie par le pouvoir de l'époque et ses successeurs. C'est grâce à l'action de citoyens, historiens, écrivains, associations, grâce au foisonnement d'initiatives militantes, que la vérité a pu émerger.

L'État français doit reconnaître sa responsabilité dans ce massacre commis en plein cœur de Paris.

Le 28 mars 2024, l'Assemblée nationale française a approuvé une résolution qui *"condamne la répression sanglante et meurtrière des Algériens commise sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon le 17 octobre 1961"* à Paris, et a souhaité *"l'inscription d'une journée de commémoration (de ce) massacre"* à *"l'agenda des journées nationales et cérémonies officielles"* françaises. Nous soutenons pleinement la demande que le 17 octobre devienne une journée officielle, marquant enfin la reconnaissance officielle de ce qui fut un crime d'État.

Contre les discours nostalgiques de l'Algérie française, dire la réalité des crimes du colonialisme et de la guerre d'Algérie

L'occultation des crimes commis en Algérie pendant la colonisation et la guerre d'Algérie permet les discours de l'extrême-droite vantant l'Algérie française. De l'inauguration de l'esplanade Pierre Sergent (dirigeant de l'OAS) à Perpignan, aux députés RN qui ont été les seuls à voter contre la résolution du Parlement sur le 17 octobre 1961. Le silence voire la réécriture de l'histoire coloniale est malheureusement aussi portée par d'autres forces politiques, comme le montre le projet de statue de Marcel Bigeard à Toul. D'où l'importance de porter l'Histoire de la colonisation et de la guerre d'Algérie à la connaissance du grand public

Aspiration légitime du peuple algérien à maîtriser son destin

Alors que nous sommes à quelques jours du 1er novembre 2024 qui marque le 70ème anniversaire du début de la guerre de libération en Algérie, il importe de dire que le combat contre la colonisation et pour l'indépendance de l'Algérie était légitime. Le refus d'entendre le rejet de la colonisation et la volonté du peuple algérien à maîtriser son destin a conduit à une guerre cruelle, avec des centaines de milliers de morts, et bien plus de familles

endeuillées.

Cette leçon vaut pour le temps présent. Dans ces temps de conflits qui menacent la Paix dans le Monde, il est important de dire notre attachement à la protection des populations, au respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et du droit international, à la fin des régimes coloniaux partout dans le monde.

Nous affirmons notre pleine solidarité avec le peuple palestinien victime de la part du pouvoir israélien d'une situation coloniale et d'une punition collective d'une violence inouïe.

Solidarité avec les combats démocratiques du peuple algérien

Le 17 octobre 1961, c'est aussi une manifestation pour une Algérie indépendante, démocratique, respectant les libertés fondamentales. Rendre hommage aux manifestantes et manifestants du 17 octobre 1961, c'est aussi être solidaire des combats démocratiques du peuple algérien.

En ce proche 70ème anniversaire du début de la lutte pour l'indépendance, il est utile de rappeler que la proclamation du 1er novembre 1954 donnait comme but à l'indépendance *« le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race ni de confession »*.

Depuis le début du Hirak en Algérie, mars 2019, on a compté plusieurs milliers d'incarcérations. Tous ceux qui ont accompagné le Hirak sont visés, des avocats, des journalistes, des professeurs, des syndicalistes, des militants politiques, ... À ce jour, plus de 200 personnes sont encore emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion et exercé leurs droits fondamentaux.

Nous demandons la libération immédiate et sans condition des prisonniers d'opinion en Algérie, le respect du droit d'informer et de manifester pacifiquement.

Manifestons pour :

✓ exiger de l'État français qu'il reconnaisse officiellement sa responsabilité dans les massacres liés à la colonisation;
✓ exiger la reconnaissance des massacres du 17 octobre comme crime d'État;
✓ réclamer l'ouverture des archives de la Guerre d'Algérie et de la colonisation aux chercheurs français et étrangers, sans restrictions, ni exclusives;
✓ refuser les discours xénophobes, racistes, colonialistes.

Appel à l'initiative de Algérie au cœur, Amal, Association Nationale des Pieds Noirs Progressistes et de leurs Amis (ANPNPA), Association de Solidarité des Algériens de l'Isère (ASALI), Comité de soutien aux réfugiés algériens (CSRA), Coup de Soleil Auvergne - Rhône-Alpes, La Libre Pensée, Mouvement de la Paix - Isère

Soutenu par
Association Tisser Les Liens d'Amitiés Solidaires (ATLLAS), Fraternité Franco-Tunisienne de Grenoble Alpes Métropole, Maroc Solidarités Citoyennes, association France Palestine Solidarité (AFPS), association iséroise des amis.es des Kurdes (AIAK), Nil Isère, ACIP-ASADO, ATTAC 38, collectif contre la traite négrière et l'esclavage (CNTE),Cercle laïque de l'aggomération grenobloise (CLAG), LDH Grenoble Métropole , LDH Iran ,Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL), Réseau de Lutte contre le Fascisme (RLF) Grenoble, réseau universités sans frontières (RUSF) 38, Survie Isère, Tsedek ! Grenoble, UJFP 38 (Union juive française pour la paix), UD CGT 38, syndicat CGT des travailleurs sans-papiers Isère, FSU Isère, Lutte de classes éducation, Solidaires 38, Union Etudiante (UEG) Grenoble, ADES, Action Antifasciste (AFA) Grenoble , Fédération de l'Isère du Parti Communiste, Fédération de l'Isère du Parti Socialiste, Ensemble ! Isère, GO Citoyenneté, La France Insoumise, Lutte Ouvrière, NPA-L'ANTICAPITALISTE, Parti communiste des ouvriers de France (PCOF), POI 38, Réseau Citoyen de Grenoble, UCL (Union Communiste Libertaire) 38,